Réforme des niches fiscales

La proposition en clair

Rendre chaque avantage fiscal visible, évaluer ses résultats et réformer les dispositifs inefficaces, sans fragiliser les soutiens utiles.

Pourquoi agir ?

Une fiscalité devenue illisible. En France, des centaines de réductions, crédits, exonérations et taux réduits s'ajoutent aux règles ordinaires. Ils peuvent soutenir l'emploi, le logement ou la recherche, mais leur accumulation rend difficile la comparaison entre contribuables et la compréhension du coût réel des aides.

Un coût massif pour les finances publiques. La Cour des comptes estimait les dépenses fiscales à 91,83 milliards d'euros pour 2025. Il s'agit de recettes auxquelles les administrations renoncent en application de règles particulières, et non d'une somme disponible en caisse.

Des résultats trop peu démontrés. Une niche peut profiter à un secteur sans prouver qu'elle crée les emplois ou les investissements promis. Sans évaluation régulière, elle se prolonge parfois même lorsque son objectif initial a disparu.

Une distribution parfois injuste. Les ménages capables d'investir, de recourir à des conseils spécialisés ou de réaliser certaines dépenses accèdent plus facilement à certains avantages. Une mesure coûteuse peut ainsi bénéficier surtout à ceux qui ont déjà les moyens d'agir.

Situation actuelle

Un ensemble très divers. Les niches prennent la forme de crédits d'impôt, réductions, exonérations, abattements ou taux réduits de TVA. Certaines ciblent les ménages, d'autres les entreprises. Leurs coûts ne se calculent pas tous de la même manière.

Une estimation globale à lire correctement. Pour 2025, la Cour des comptes retient 91,83 milliards d'euros de dépenses fiscales estimées. Ce chiffre mesure des avantages selon des conventions budgétaires ; il ne correspond ni à un chèque unique ni à des recettes entièrement récupérables.

Des évaluations encore insuffisantes. Le budget présente de nombreuses lignes, mais le coût, le public aidé et les résultats ne sont pas systématiquement réunis dans une fiche facile à lire. Les effets sur les prix, l'emploi et l'environnement restent parfois mal connus.

Mesures proposées

Rendre les niches visibles. Créer un registre public réunissant pour chaque dispositif sa base légale, son coût, son objectif, sa durée, les catégories de bénéficiaires et les résultats obtenus. Les données personnelles et les secrets légalement protégés resteront confidentiels.

Comparer toutes les aides. Rapprocher les niches fiscales des subventions directes, des exonérations sociales et des aides territoriales. Un même projet ne doit pas recevoir plusieurs soutiens publics sans que leur montant cumulé et leur justification soient connus.

Évaluer avant de prolonger. Chaque avantage fera l'objet d'un examen périodique indépendant : emplois supplémentaires, recherche effectivement créée, logements accessibles, émissions évitées ou bénéfice social démontré. Les dispositifs sans résultat convaincant seront plafonnés, corrigés ou supprimés.

Réformer de manière ciblée. Le programme examine notamment les services à domicile, le crédit d'impôt recherche, certains taux de TVA, les avantages sur les carburants et des régimes patrimoniaux. Il ne prévoit pas une baisse uniforme de tous les avantages.

Protéger les engagements utiles. Les transitions seront progressives lorsque des ménages ou entreprises ont engagé des dépenses sur la foi des règles existantes. Les réformes énergétiques financeront une partie de l’électrification et des aides d’adaptation.

Rendre les économies vérifiables. La trajectoire médiane de travail vise 15,59 milliards d’euros de gains nets cumulés sur cinq ans, après frais et accompagnement. Les montants devront être recalculés par l’administration et contrôlés chaque année avant toute nouvelle affectation.

Calendrier de mise en œuvre

Année n : inventorier et préparer. Publier la liste consolidée des avantages, rapprocher niches et subventions, commander des évaluations et consulter les bénéficiaires. Le scénario médian prévoit 50 millions d’euros de préparation, sans recette nouvelle la première année.

Année n+1 : engager les premières réformes. Faire voter les modifications les mieux étayées, avec des dates d’entrée en vigueur compréhensibles. Mettre en ligne les premières fiches d’évaluation. Gain net indicatif : 0,47 milliard d’euros.

Année n+2 : élargir la révision. Examiner les principaux crédits d’impôt, régimes sectoriels et taux réduits de TVA. Déployer les aides transitoires prévues pour les activités concernées. Gain net annuel médian simulé : 3,52 milliards d’euros.

Coûts et financement

Le point de départ n’est pas une cagnotte. Les 91,83 milliards d’euros de dépenses fiscales estimées pour 2025 ne sont pas intégralement récupérables. Supprimer une niche peut modifier les comportements, affecter l’activité ou entraîner des dépenses de compensation.

Un périmètre chiffré prudent. Le dossier KAIROS examine 38 dispositifs, mais ne valorise que 17 pistes. En année n+4, leur rendement brut statique médian atteindrait 9,31 milliards d’euros avant précautions et dépenses associées.

Une marge pour les incertitudes. Le modèle ne mobilise que 80 % du rendement brut, soit 7,45 milliards d’euros en n+4. Il retranche encore 0,98 milliard de réaffectations et de gestion : le gain net annuel serait de 6,46 milliards.

Des dépenses explicitement prévues. Sur cinq ans, le scénario médian retranche 2,42 milliards d’euros de réaffectations et gestion, 0,80 milliard d’aides temporaires à la restauration et 0,05 milliard de préparation. Ces dépenses sont déjà déduites des gains annoncés.

Trois trajectoires à comparer. Les économies nettes cumulées sont estimées à 9,13 milliards d’euros dans le scénario bas, 15,59 milliards dans le médian et 21,68 milliards dans le haut. Un décalage d’un an ramènerait le scénario médian à environ 9,12 milliards.

Source : page KAIROS « proposition-28.html » transmise le 29 octobre 2026. Cette fiche résume les éléments publiés ; consulter la page pour le texte complet.